

L'arme et la Paix

Journal trimestriel édité par l'association Initiatives Citoyenneté Défense - Octobre 2016 - N°34

ÉDITO

Un bilan de rentrée qui invite à se mobiliser pour la paix.

Avec ce numéro de *L'arme et la Paix*, nous vous proposons, grâce à Frédéric Delorca, un rapide tour d'horizon géostratégique sans concession mais fort instructif. Certes le contexte international ne semble guère propice à la paix mais les fortes disparités entre les régions et les pays montrent que tout n'est pas encore fait pour que celle-ci devienne la réalité de tous les peuples qui habitent la terre. L'évolution des victimes directes du terrorisme en est l'un des exemples : loin de s'atténuer leur nombre ne cesse de croître pour atteindre en 2015 le nombre de 500.000 victimes cumulées depuis 2001 (dont 200.000 morts). Et pourtant les pays occidentaux qui occupent le devant de la scène au plan médiatique et militaire ne sont touchés que de manière marginale nous amenant à questionner la pertinence de leur stratégie et la réalité de leurs objectifs.

Ainsi en est-il au Yémen de leur soutien à l'intervention militaire de la coalition menée par l'Arabie-Saoudite par ailleurs l'un de leurs principaux clients en matière d'armement et dont les importations d'armes ont explosé ces dernières années. Ainsi en est-il également de la question du désarmement nucléaire. Au moment où une majorité de pays se prononce pour leur interdiction et où des négociations internationales sur un calendrier permettant leur élimination pourraient être à l'ordre du jour la France décide de doubler son budget d'armes nucléaires. En dehors de tout débat démocratique. Un bilan qui invite les citoyens à la mobilisation sur ces questions fondamentales : la paix ne se construira pas sans eux.

■ Marc Dorel

Débat : Etat d'urgence prolongé ; quels sont les risques du « tout sécuritaire » ?

Le mercredi 19 octobre 2016 à 18h30, l'Association Initiatives Citoyenneté Défense organise à la MJC Nelson Mandela de Fontaine (39 avenue du Vercors - 38600 Fontaine) un débat public sur le thème : « État d'urgence prolongé ; quels sont les risques du « tout sécuritaire » ? » Ce débat, organisé en partenariat avec la MJC Nelson Mandela, ouvrira un échange citoyen sur la prolongation de mesures de sécurité qui interpellent désormais de nombreux acteurs associatifs, responsables de vie locale, syndicalistes, élus, mais aussi intervenants du spectacle vivant, etc. Un débat public sur les nécessités de mesures de protection de la population et les risques d'un « tout sécuritaire », qui sera abordé dans un souci à la fois de responsabilité et de parole donnée aux acteurs locaux. Rendez-vous :



mercredi 19 octobre - 18h30 - MJC Nelson Mandela, Fontaine

L'arme et la Paix - Publication trimestrielle - n°ISSN : 1767-7173
Directeur de la publication : Marc Dorel - Rédacteur en Chef : Claude Romanet - Rédacteurs : Denis Anselmet, Jean-Marie Collin, Frédéric Delorca, Marc Dorel. associcd@gmail.com

Enlissement des euro-atlantistes et déclin du non-alignement : un bref tour d'horizon

par Frédéric Delorca

De stratégies cyniques en différends stériles entre les grandes puissances, les gouvernants occidentaux mettent en danger la démocratie et les populations de nombreux pays.

L'équilibre géostratégique mondial en cette rentrée 2016 semble caractérisé par deux éléments contradictoires : à la fois un enlissement de l'hégémonisme euratlantiste qui en fragilise les bases, et un affaiblissement des résistances "non-alignées", notamment de l'association qu'on a appelée les BRICS...

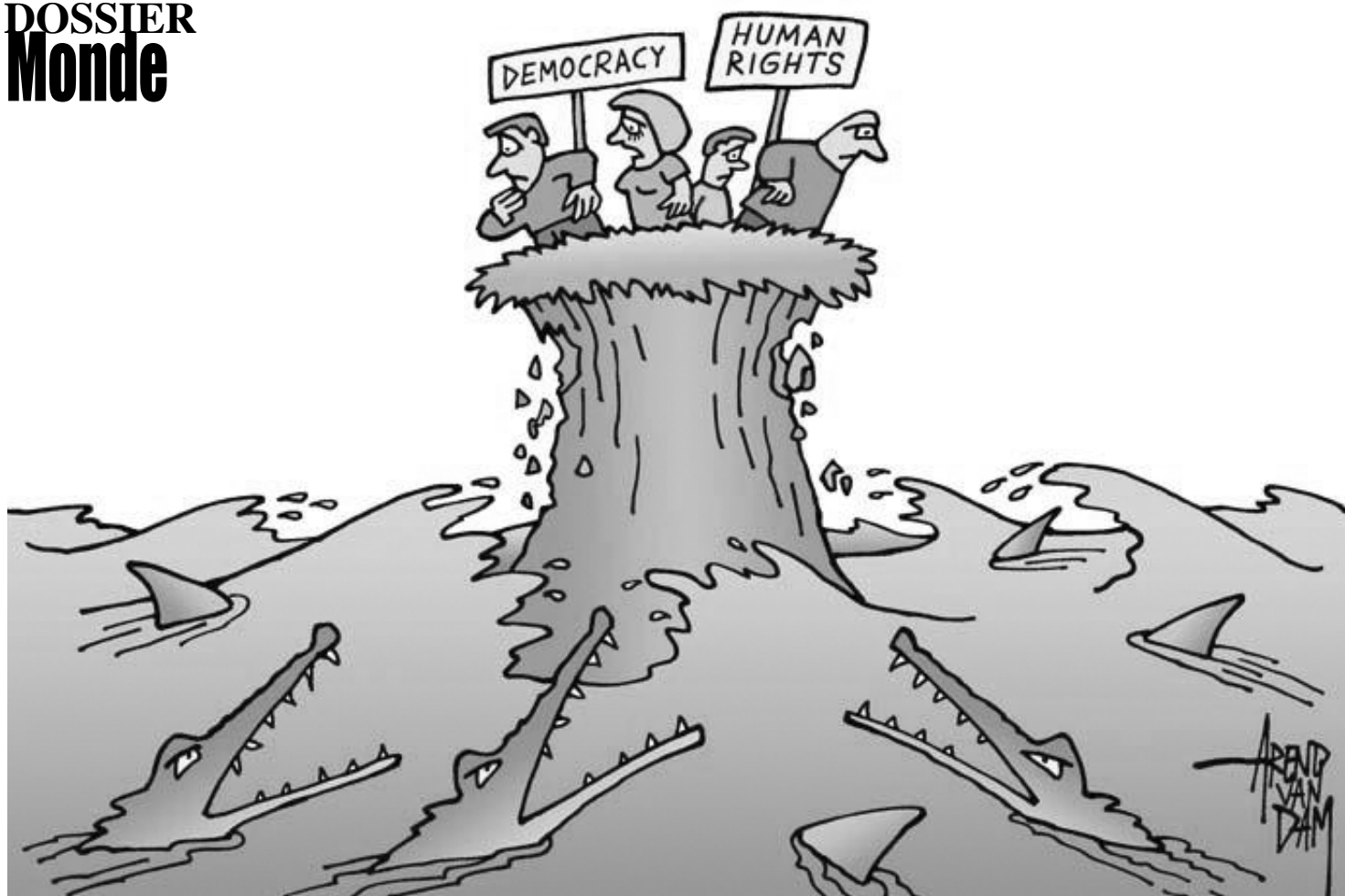
L'agressivité du système occidental reste intacte même si sans doute la présidence d'Obama aura été moins belliqueuse que celle de M. Bush (encore a-t-elle quand même débouché sur un conflit ouvert en Libye dans le sillage des "printemps arabes", une très sale guerre des drones menée à vaste échelle d'une façon tout à fait assumée par la Maison blanche et à une horrible guerre par procuration en Syrie qui aurait sans doute dégénéré en guerre ouverte si la Russie n'avait pas montré ses muscles). Au moins Obama aura-t-il eu la sagesse de normaliser avec l'Iran malgré les pressions israéliennes et avec Cuba (un apaisement intéressé et en grande partie hypocrite, mais il n'est pas sûr que son successeur fasse aussi bien).

La logique de guerre froide notamment a été dangereusement relancée après l'annexion de la Crimée par la Russie (annexion qui est pourtant beaucoup moins choquante que la reconnaissance du Kosovo par Washington en 2008 puisqu'à la fois elle répond au souhait des populations locales en réplique au coup d'Etat d'"Euromaidan" de février 2014 et ne fait que rétablir un statu quo d'avant 1950). Les sanctions économiques contre la Russie, la construction d'un système anti-missile en Roumanie et en Pologne marquent un durcissement de la stratégie d'intimidation à l'encontre de Vladimir Poutine.

En Extrême-Orient on voit bien que la surenchère des adversaires de Pékin, de Hanoi à Séoul, oblige Washington à un bras de fer absurde, alors que les prétentions de la Chine sur les îlots qui l'entourent ne menacent en rien les intérêts nationaux des Occidentaux. Mais l'obstination des euro-américains à affirmer leur leadership militaire mondial est minée par les effets boomerangs de cette politique agressive.

Le premier effet est bien sûr le cancer de Daech que les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne ont laissé se développer en Irak et en Syrie. A Bagdad, par faiblesse à l'égard du régime de Maliki, à Damas en soutenant Al Nosra/Al Qaida contre le régime légal, alors qu'une totale porosité existait entre Al Qaida et Daech. Et surtout, bien sûr, en laissant la Turquie, le Qatar et

l'Arabie Saoudite armer les djihadistes (le coup d'Etat organisé contre l'émir du Qatar et l'acceptation de la liquidation des Frères musulmans en Egypte par Al-Sissi n'est venue inverser la tendance que tardivement et de manière incomplète car Riyad a finalement pris le relais de Doha dans le rôle du pyromane au Proche-Orient). Le cancer djihadiste au Proche-Orient et en Afrique (AQMI, Boko Haram, les Shebab), qui épuise nos ressources militaires déjà affaiblies par les coupes budgétaires néo-libérales, frappe maintenant en Europe presque tous les mois à petite ou moyenne échelle, et menace d'augmenter à mesure que les volontaires embrigadés par Daech reviendront sur notre continent dans les pays dont ils ont déjà la nationalité, ou s'y infiltreront à travers les cohortes de migrants dont on ne sait plus s'ils sont des réfugiés politiques ou pas. Et n'oublions pas que les effets collatéraux des frappes aériennes, menées avec l'aval du gouvernement local en Irak été Libye, mais sans celui du gouvernement syrien dans la province de Raqqa, fabriquent de nouveaux soutiens potentiels aux djihadistes chaque jour. Il y a là les effets d'une politique de gribouille dictée par un mélange d'intérêts économiques (les intérêts des classes dirigeantes à s'allier aux pétromonarchies, et à faire baisser le coût du travail par une politique migratoire laxiste comme on l'a vu en Allemagne), d'aveuglement idéologique devant la mythologie des "printemps arabes", de l'islamisme "modéré" d'Erdogan etc, sans oublier bien sûr le secret espoir de faire éclater deux pays (l'Irak et la Syrie) dont le nationalisme arabe gênait Israël, comme le mélange de panarabisme et de panafricanisme de Kadhafi gênait le néo-colonialisme en Afrique. On ne rappellera jamais assez que tous ces égarements sont largement dus au totalitarisme intellectuel qui conditionne nos sociétés, et à l'absence de contre-pouvoirs réels. Par exemple, si après la mort de Kadhafi, nos médias avaient, comme le faisaient les Russes, dénoncé les crimes de guerre terribles commis par les milices portées au pouvoir place par MM. Sarkozy, Cameron et Mme Clinton alors secrétaire d'Etat américaine à Syrte, l'ancien fief du dictateur libyen, ce fief n'aurait pas été laissé à son désespoir et à sa ruine, et ne serait pas devenu, comme aujourd'hui, un fief de Daech. Pour lutter contre l'extrémisme djihadiste, il faut une culture du débat et de la recherche sincère de la vérité que nos soi-disant démocraties n'ont pas. Mais il est vrai que tout cela ne nuit pas à la carrière de nos politiciens peu scrupuleux qui se bornent ensuite à nous infliger des états d'urgences illimités.



Un dessin de Arend Van Dam, paru dans le *Courrier international*.

Le deuxième effet boomerang est la fatigue des opinions publiques devant les politiques bellicistes. Cette fatigue a “boosté” de façon inattendue (quoique semble-t-il d’une façon assez éphémère) des personnalités politiques de gauche comme Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne, ou Bernie Sanders aux Etats-Unis. Mais elle a aussi favorisé des mouvements politiques de droite isolationnistes, en France (le Front national), en Autriche, au Royaume-Uni. Dans le cas britannique, je crois, à la différence de Chomsky, que la sortie de l’Union européenne portée par Ukip, et suivie par une partie du Parti conservateur et de l’électorat travailliste ne faisait pas spécialement le jeu des Etats-Unis, sans quoi Obama, l’establishment washingtonien, et tout l’establishment atlantiste qui gouverne le monde ne se seraient pas si lourdement mobilisés contre le Brexit. Ne serait-ce qu’à cause de l’effet domino possible sur les Pays-Bas, la Tchéquie, la France etc, le Brexit est dangereux pour le système économique et de défense atlantique, en plein milieu notamment de la négociation du traité de libre-échange transatlantique. D’ailleurs au dernier sommet de l’OTAN à Varsovie Londres a refusé d’augmenter sa contribution à l’effort militaire de l’OTAN. Mais il est vrai que le système n’est pas à court de ressources pour neutraliser les effets de la sécession britannique, comme ils vont maintenant l’imposer à Londres en conditionnant la poursuite des échanges trans-Manche à l’application par Londres des « quatre libertés », c’est-à-dire la prorogation de facto de la validité des règlements européens. Le Brexit ne peut vraiment déstabiliser le système que si d’autres peuples comme la France prennent très vite le relais des Britanniques.

Le boomerang populiste fonctionne aussi aux Etats-Unis avec l’étonnant Donald Trump. Beaucoup d’aspects de son discours peuvent déplaire – quoiqu’on puisse aussi n’y voir que des répliques provocatrices à la dictature morale du “politiquement correct” – et sa volonté de ne pas dire ce que sera sa politique étrangère a de quoi inquiéter. Mais son indépendance financière (notamment à l’égard du lobby pro-israélien), sa condamnation de la politique de Clinton et Bush en Irak, sa modération à l’égard de Poutine, sa critique de la technocratie de l’OTAN sont interprétées à juste titre par beaucoup d’Américains comme autant de signes qu’avec Donald Trump au pouvoir, la « pensée unique » de l’establishment américain en matière de politique étrangère depuis 60 ans pourrait être sensiblement remise en cause, d’autant qu’il a très bien compris que la politique interventionniste à l’étranger, qui est solidaire de la politique “globalisatrice” de libre-échange, ruine les Etats-Unis.

Les Nord-Coréens qui ont fait l’éloge de Trump, ont bien compris son apport potentiel à la paix mondiale. Bien sûr, on sait que les candidats américains peuvent difficilement tenir leurs promesses : George W Bush avant d’être élu voulait fermer de nombreuses bases américaines (très coûteuses), notamment dans les Balkans, pour mettre en œuvre un système de frappes aériennes aux quatre coins du monde au départ des Etats-Unis. Il a dû y renoncer après le 11 septembre. Et Obama n’est toujours pas arrivé à fermer le camp de Guantanamo près de huit ans après sa première élection... Il n’est pas sûr qu’un Donald Trump, qui a rencontré Henry Kissinger il y a peu, tiendrait le cap d’une politique anti-Establishment en accédant à la présidence. Mais au moins il aura

donné quelques sueurs froides aux gestionnaires du système et suscité le sentiment qu'au cœur même de l'Empire américain certains dogmes peuvent être ébranlés.

Mais la grande chance des Occidentaux ce sont les faiblesses de leurs adversaires. La dépendance structurelle de la Russie et du Venezuela à l'égard du cours de pétrole a permis à l'Arabie saoudite d'affaiblir leur capacité d'action sur la scène internationale. Et la Chine, malgré de spectaculaires progrès dans les industries de pointe et dans l'équipement militaire (comme la Russie) est empêtrée dans les difficultés internes auxquelles sa croissance économique l'expose. Les élites des pays « non alignés » ne sont pas toujours à la hauteur de leur mission historique. Maduro n'a pas l'envergure de Chavez, et il laisse se développer la corruption, ce qui permet en réplique à l'oligarchie de lancer une contre-offensive. Dilma Rousseff a perdu beaucoup de soutien de gauche en lançant un tournant libéral dans sa politique économique, ce qui la prive de ressources politiques face au coup d'Etat judiciaire résultant de l'affaire Petrobras. Les péronistes argentins n'ont pas vu la montée en puissance des libéraux à la fin du mandat de Cristina Kirchner. Morales, en Bolivie, s'est aveuglé sur ses chances de réformer la constitution.

L'Afrique du Sud est un système authentiquement corrompu, qui, en même temps, n'a peut-être pas suffisamment fait face au fossé qui oppose la pauvreté des classes populaires noires à la mainmise persistante des grands trusts gouvernés par les blancs sur l'économie du pays. Les pays animés par un fort consensus de long terme pour le non-alignement aussi bien au niveau du peuple que des dirigeants comme Cuba (pour autant qu'on puisse en juger) ou l'Algérie, ne sont pas si nombreux. Et l'opportunisme est souvent la règle, comme on le voit avec la Biélorussie qui, après avoir souvent uni son vote au Zimbabwe et à la Corée du Nord à l'assemblée générale des Nations Unies, s'est empressée de se rapprocher des occidentaux dans l'affaire ukrainienne.

Heureusement il y a quand même de bonnes surprises. En juin dernier, les Philippines ont élu à la présidence un populiste, Rodrigo Duterte, homme à poigne mais qui n'a pas hésité à heurter l'oligarchie locale en proposant une réforme agraire, en lançant un processus de paix avec la guérilla marxiste du Front démocratique national des Philippines, en condamnant le rôle funeste de l'Eglise catholique romaine dans la démographie galopante du pays, et surtout en dialoguant avec la Chine sur la question de la souveraineté maritime, là où on ne

Rodrigo Duterte (Philippines), François Hollande, Petro Porochenko (Ukraine), Recep Tayyip Erdoğan (Turquie), Barack Obama, Bachar El Assad, Salmane ben Abdelaziz Al Saoud (Arabie Saoudite), Shinzo Abe (Japon) et Vladimir Poutine, quelques uns des dirigeants de la planète qui se livrent à un poker menteur destructeur.



constate par ailleurs que des crispations. Et la résistance du petit peuple yéménite face aux attaques barbares de la coalition saoudienne et de ses mercenaires, dont nos médias parlent trop peu, force notre respect, même si c'est sans grand effet sur l'échiquier mondial. Les "pirates" d'hier parfois se rachètent une conduite : ainsi le coup d'Etat manqué en Turquie, visiblement piloté des Etats-Unis, cimente-t-il le rapprochement entre Poutine et Erdogan ce qui, à défaut de servir les droits légitimes des Kurdes, peut au moins déboucher à terme sur une démilitarisation de la Mer Noire, et sur une stabilisation politique de la Syrie sur le modèle du Zimbabwe.

Au milieu de cette dialectique étrange entre une agressivité de l'Occident limitée par ses propres contradictions internes, et les contradictions des non alignés eux-mêmes, les opérations de gouvernements aventuriers ou de groupes corsaires, sous de vrais ou de faux drapeaux, souvent manipulés par des intérêts économiques occultes bien introduits auprès de Wall Street et du Pentagone, sont toujours susceptibles de déstabiliser la paix ici ou là.

En Ukraine où la guerre a fait 10 000 morts en 16 mois (loin des 300 000 de Syrie, mais tout de même...), le nouveau régime de Porochenko et son club d'oligarques, malgré ses difficultés économiques a repris le chemin des armes en lançant une offensive sur la mer d'Azov contre les séparatistes du Donbass alors que les réformes politiques prévues par les accords de Minsk ne sont pas mises en œuvre. Cela rappelle les folies du géorgien Saakachvili (qui s'est d'ailleurs recyclé dans la classe politique ukrainienne) à la grande époque de son idylle avec George W. Bush.

Les dirigeants croates se répandent en propos-anti-serbes, et continuent à s'autocongratuler du bilan de l'opération Tempête (qui a éradiqué par la force en 1995, avec la complicité de Bill Clinton, en quelques jours la présence serbe de Krajina, ancienne de plusieurs siècles, jetant 200 000 réfugiés sur les routes). Le 5 août dernier Kolinda Grabar-Kitarović (issue des rangs du parti nationaliste HDZ et proche des néo-cons américains, ancienne secrétaire générale adjoint de l'OTAN qui a grandi en Amérique), a parlé à ce sujet d'une opération « éthiquement propre » ce qui évoque le pire vocabulaire oustachi des années 1940, et fait craindre de nouvelles initiatives anti-serbes du gouvernement croate déjà soupçonné d'opérer discrètement avec les médias du groupe Soros en Voïvodine serbe.

Evidemment l'Union européenne ne condamne pas l'attitude de ce nouveau membre qu'elle a accepté à sa table à la suite du lobbying de ce qu'il reste des Habsbourg... Cela rappelle l'infinie complaisance de François Hollande à l'égard du révisionnisme pro-SS des Baltes (on attend toujours que la France se désolidarise du refus américain de voter la résolution que la Russie fait adopter chaque année à l'ONU pour condamner la nostalgie du nazisme). On a l'impression d'un feu vert donné à toutes les surenchères anti-russes et anti-serbes en Europe de l'Est.

Il en va de même pour les crispations anti-chinoises en Asie : Shinzo Abe au Japon (dont le gouvernement tient le même

discours révisionniste que les Baltes sur le fascisme, notamment à propos des massacres de Nankin en Chine en 1937) veut inclure dans la constitution la possibilité d'une action de l'armée hors des frontières. La Corée du Sud se dote d'un système anti-missile High Altitude Area Defence (THAAD) qui inquiète plus Pékin que Pyongyang. À Taiwan, l'indépendantiste Tsai Ing-wen évince le Kuomintang interlocuteur habituel de Pékin, et Hongkong menace de constituer un foyer sécessionniste comme au Tibet si la République populaire perd le contrôle de son gouvernement local.

L'offensive azerbaïdjanaise contre l'Arménie au printemps dernier (du temps où Bakou se sentait soutenu par Erdogan), les menaces de l'Ethiopie (alliée des Etats-Unis) contre l'Erythrée, les manœuvres rwandaises au Burundi, le coup de pouce de la chaîne anglaise Sky News (propriété du magnat Rupert Murdoch, le patron de Fox News qui avait monté en 2010 une chaîne de TV d'ingérence en Iran avec les fonds d'USAID) cet Été au pasteur-homme d'affaire opposant à Mugabe Evan Mawarire, ou l'alliance Museveni-Netanyahu (et toujours USAID...) au service de la sanglante dictature de Kiir au Sud-Soudan (où le bilan des morts pourrait être plus proche de celui de la Syrie que de celui de l'Ukraine) peuvent aussi être citées comme exemples d'aventurismes que les déséquilibres actuels favorisent.

Au milieu de tout cela la démocratie, elle, est de plus en plus bradée : en Europe et en Amérique du Nord avec l'opacité de nos gouvernements et la démagogie médiatique, en Asie avec le projet de réforme constitutionnelle au Japon ou avec la politique de fer du gouvernement sud-coréen. La presse occidentale et les intellectuels médiatiques qui étaient si pugnaces contre la junte birmane (mais sont beaucoup plus indifférents devant la politique de répression des ethnies musulmanes que mène Aung San Suu Kyi, qui est maintenant le leader de facto du pays), restent muets devant la réforme constitutionnelle proposée en Thaïlande pour y renforcer le pouvoir des militaires. Jacques Attali lui-même, qui n'est pourtant pas souvent pertinent, en 2014, s'était inquiété de voir la banalisation des putsch contre des gouvernements élus de Kiev au Caire (il aurait aussi pu citer le Honduras). Pour la paix en Asie du Sud-Est ce n'est en tout cas pas forcément une bonne nouvelle quand on se souvient des accrochages survenus à la frontière thaïlando-cambodgienne. Par démocratie, il faut bien sûr entendre aussi la démocratie sociale sans laquelle les gens ne peuvent pas accéder à une véritable citoyenneté. L'adoption de la loi travail en juillet dernier en France qui fragilise la place du code du travail dans la hiérarchie des normes, le vote en Inde au même moment d'une loi qui va légaliser les trois quarts du travail actuellement illégal des enfants de moins de quatorze ans, sont deux indicateurs entre mille de la tendance mondiale actuelle.

Voilà qui devrait inciter chacun à toujours plus d'engagement et de vigilance s'il veut léguer à ses enfants un monde moins dangereux, plus juste et plus solidaire. ■

La majorité du monde veut interdire les armes nucléaires !

par Jean-Marie Collin
Vice-président de Initiatives
pour le Désarmement Nucléaire

Le processus de l'interdiction et de l'élimination des armes nucléaires est long, parfois, nous pouvons avoir la sensation que rien n'avance. Pourtant, en cette soirée du 19 août, l'Ambassadeur du Mexique J. Lómonaco s'est exclamé fièrement au sujet du rapport adopté au sein du Groupe de travail de l'ONU sur le désarmement nucléaire : « c'est la contribution la plus importante au désarmement nucléaire depuis deux décennies » ! Oui, ce jour-là, une nouvelle étape a été franchie pour avancer vers l'interdiction des armes nucléaires, étape nécessaire à leur élimination complète.

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés là, il faut remonter le fil de ces 9 derniers mois. En décembre 2015, à l'ONU la résolution 70/33 visant à « Faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire » est adoptée par 138 États et crée un Groupe de travail à composition non limitée (OEWG)* chargé d'étudier « sur le fond les mesures juridiques concrètes et efficaces et les dispositions et normes juridiques nécessaires à l'instauration d'un monde exempt à jamais d'armes nucléaires ».

Au cours des 3 sessions qui vont se dérouler (février, mai, août) les délégations diplomatiques et organisations de la société civile (comme ICAN, PNND, Pugwash, ...) présentes ont étudié, débattu diverses recommandations pour aller vers un monde sans armes nucléaires. Le général Norlain, Vice-président d'Initiatives pour le Désarmement Nucléaire est ainsi intervenu à la session de Mai pour souligner l'importance du désarmement : « *La non-prolifération nucléaire est un combat important, mais se concentrer uniquement sur ce sujet comme cela était fait depuis plus de 20 ans a simplement permis d'encourager les États disposant d'armes nucléaires à continuer leur course à la bombe. Il faut aujourd'hui se concentrer sur le désarmement nucléaire et la délégitimation de cette arme de destruction massive. Plus que jamais, il est urgent d'agir pour que ces armes fassent l'objet d'un traité d'interdiction des armes nucléaires, permettant de rendre illégales ces armes de destruction massive, pour pouvoir entamer leur processus d'élimination complète.* »

Les débats furent âpres, notamment autour de l'existence ou non d'un vide juridique (legal gap) entourant les armes nucléaires. Malgré les divisions entre deux groupes clairement identifiables

(les membres de l'OTAN et ceux bénéficiant d'une dissuasion élargie Versus le reste du monde), cette notion a été entérinée par une majorité d'États. Comme le souligna l'Autriche, il fut créé un Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour renforcer la lutte contre la prolifération et consolider ainsi le Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP). Il doit en être de même pour le désarmement nucléaire en créant un instrument qui interdira ces armes, le TNP ne le spécifiant pas.

Toutes les puissances nucléaires (Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, France, Chine, Israël, Inde, Pakistan, Corée du nord) ont décidé de pratiquer la politique de la chaise vide. Ces Etats ne souhaitent pas qu'en dehors de la Conférence du désarmement (CD), le sujet du désarmement nucléaire soit discuté. En clair, ils souhaitent conserver la maîtrise de la négociation de ce sujet... sans doute la raison qui fait que la CD ne parvient pas à travailler depuis 20 ans...

Le 19 août, malgré de fortes protestations australiennes (accompagnées de la Belgique et de l'Allemagne) et la demande d'un vote, le rapport reprenant un ensemble de recommandations est adopté de façon majoritaire (par 107 Etats d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Asie du Sud-Est et du Pacifique et certains Etats européens). Ce rapport qui inclut des recommandations pour augmenter la transparence des arsenaux, pour réduire le risque d'utilisation en premier d'arme nucléaire, recommande en son point 67 qu'une conférence se tienne l'année prochaine (2017) pour négocier « un instrument juridiquement contraignant pour interdire les armes nucléaires, ce qui conduira à leur élimination totale ».

Désormais, ces recommandations vont être transmises à l'Assemblée générale de l'ONU ; sans aucun doute un groupe d'Etat (comprenant certainement le Mexique, la Malaisie, le Brésil, l'Autriche) va proposer, en s'appuyant sur cette recommandation n°67, une résolution contenant un mandat de travail pour lancer la mise en œuvre de ce futur traité en 2017... ■

*Open-Ended Working Group (OEWG)
contact@idn-france.org - www.idn-france.org - @IDNuc



REGARD

Arabie Saoudite

Silence, on arme...



Dans le précédent numéro de *l'arme et la Paix* nous avons présenté les grands traits de la guerre au Yémen dans laquelle est engagée une coalition menée par l'Arabie Saoudite. Cette guerre ne jouit pas en occident d'un traitement médiatique et diplomatique équivalent à ce qui se passe en Syrie. Et pourtant ce pays, particulièrement dépendant des importations pour ses besoins alimentaires, est aujourd'hui au bord du désastre humanitaire.

Il est vrai que, contrairement à la Syrie, la situation au Yémen génère peu de réfugiés mais plutôt des déplacés internes. Il est vrai aussi que le principal pays accusé d'être responsable de bombardements d'hôpitaux ou de marchés et d'utiliser des bombes à sous-munitions sur des quartiers résidentiels est l'Arabie Saoudite, c'est à dire un pays ami. Ami non pas par le partage de valeurs humanistes telles que les droits humains mais par la puissance économique de cet pétro-monarchie qui en fait l'un de nos plus gros acheteurs d'armements.

On peut, bien-sûr, se tranquilliser en expliquant, comme certains analystes, que les bombardements de lieux civils sont plus le fait du manque de formation ou de professionnalisme des militaires saoudiens, et notamment de leurs pilotes, plutôt que d'une politique délibérée du gouvernement. Cela ne change malheureusement pas grand chose pour les victimes civiles et ne dédouane pas non plus les fournisseurs d'armes de leur responsabilité bien au contraire. Une responsabilité qui pourrait conduire jusqu'à la complicité de crime de guerre comme s'interroge Christophe Stiernon chercheur au Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité.

Ce conflit pose une fois de plus la question du contrôle du commerce des armes et de la responsabilité des pays exportateur dans leur utilisation finale. Il met en relief les contradictions

de nombreux pays occidentaux, tels que la France, dont le discours humanitaire n'est pas toujours en accord avec leur politique de défense et surtout leur politique de vente d'arme. Car les importations d'armes de l'Arabie Saoudite proviennent en quasi totalité des Etats-Unis et des pays de l'Union Européenne.

A partir de 2008, l'Arabie-Saoudite augmente considérablement son effort d'armement et cela de manière constante jusqu'à aujourd'hui. Il est difficile de ne pas se poser de question sur les finalités de cet effort qui dépasse largement les moyens nécessaires à la défense de son territoire alors que ce pays n'offre guère de garanti en matière de respect des droits humains. Il est vrai que c'est en dehors de toute conception humanitaire que l'Arabie-Saoudite est intégré, par les puissances occidentales comme élément "stabilisateur" de la région. Il est vrai aussi que trois grands pays occidentaux, tous membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies, sont les principaux bénéficiaires de ces ventes d'armes : les Etats-Unis, la France et le Royaume Uni. L'augmentation soudaine et considérable des exportations du Royaume Uni n'est certainement pas sans rapport avec la participation de ce pays à la Troisième Guerre du Golfe en 2003 très contestée aujourd'hui au Royaume Uni même. A défaut de dividendes de la paix certains acteurs auront ainsi bénéficié des dividendes de la guerre ! Et tout cela dans une Union-Européenne prix Nobel de la paix 2012. Il existe bien sur un cadre européen pour le commerce des armes mais leur interprétation et donc la décision finale appartient au pays exportateur. Et la résolution du parlement européen de février 2015 demandant de cesser les exportations d'armes vers l'Arabie Saoudite n'est pas contraignante.

■ Marc Dorel

Doublement du budget de l'armement nucléaire en France

Pendant que l'ONU avance avec courage vers le désarmement nucléaire (voir l'article de Jean-Marie Collin dans ce numéro) la France a annoncé sa décision de doubler son budget d'armement nucléaire, pour atteindre les 6 milliards d'euros par an.

Comme l'ont souligné beaucoup d'observateurs, cette décision a été prise sans aucun débat démocratique, contrairement aux engagements qu'avait pris Monsieur François Hollande et à son discours de paix prononcé en septembre devant l'ONU.

Cette hausse, qui avait néanmoins filtré dans certains cercles et qui avait donné lieu alors à des "démentis" officiels, donne un bien mauvais signal.

Celui d'une relance de la course aux armements nucléaires par la France.

Celui de décisions lourdes de conséquences aux plans budgétaire, diplomatique, mais aussi militaire - quand on connaît les difficultés des autres composantes de nos forces armées - qui sont prises en dehors de tout débat parlementaire.

Dans une déclaration datée du 8 septembre, Initiatives pour le Désarmement Nucléaire (IDN) a déclaré : « *La question de l'armement nucléaire et des systèmes d'armes qui la mettent en œuvre est essentielle, compte tenu des conséquences humanitaires catastrophiques auxquelles pourrait conduire l'emploi d'une seule de ces armes. Toutes les décisions qui les concernent doivent donc être prises dans la clarté, selon des procédures démocratiquement légitimes et en pleine connaissance de leurs conséquences de toute nature. L'armement nucléaire doit cesser de bénéficier d'un régime d'exception. Il doit être replacé sous le régime du droit commun démocratique* ».



DAESH : tombent les masques... mais jusqu'où ?

Nous avons révélé dans ces colonnes (voir le N°31 de *l'arme et la Paix*) comment Daesh avait été créé et financé par les grandes puissances occidentales et leurs alliés locaux (Arabie Saoudite, Qatar, Israël), mettant là en œuvre la stratégie des "proxies", c'est-à-dire de mercenaires financés et armés par des états soumis, et à qui l'on confie les sales besognes.

Sans un soutien logistique, ces armées de mercenaires ne pourraient toutefois combattre longtemps. Tandis que l'OTAN justifiait ses interventions ouvertes sur le territoire syrien par la prétendue lutte contre Daesh, on "découvrit" ainsi que l'OTAN assurait le soutien logistique de Daesh par la Turquie. L'incident de Deir ez-Zor pourrait révéler d'ailleurs encore : un possible soutien tactique et opérationnel à Daesh ? On rappelle que plus de 90 soldats de l'armée syrienne y furent tués au cours de frappes "par erreur" de l'aviation US, permettant à Daesh de reconquérir aussitôt des positions clefs. Mais, après les inévitables communiqués contradictoires entre les parties, des faits troublants ont pu désormais être établis. C'est au moins quatre raids successifs qui ont été menés par les avions modernes de la coalition contre les forces gouvernementales syriennes, ce qui ne laisse plus beaucoup de place à la thèse d'une "erreur". Par ailleurs, l'exploitation tactique par Daesh fut quasi-immédiate, laissant supposer là aussi une anticipation de cette "erreur" à venir. Des faits pour le moins troublants. Jour après jour, les masques tombent ainsi en Syrie ; jusqu'où ? Tandis que l'on dépasse désormais les 300 000 morts.



SOUTENEZ Initiatives Citoyenneté Défense, abonnez-vous à «L'arme et la Paix»

Nom : Prénom :
 Rue :
 Code postal : Commune :
 e-mail : Tél. :

- Je souhaite être tenu informé(e) des initiatives de l'association ICD : ☐
 par courrier ☐ par courriel ☐

- Je deviens membre de l'association ICD : ☐ (ci-joint cotisation annuelle de 15 €, par chèque à l'ordre d'ICD, donnant droit à l'envoi gratuit de la publication trimestrielle)

(retourner à : Association ICD, MJC de Fontaine, 39 avenue du Vercors, 38600 Fontaine)

Pour nous joindre : associcd@gmail.com - site internet : <http://www.icd-citoyennetedefense.fr>